



La Raison du plus Fort

de Patric Jean

Fiche technique

Belgique/France. - 2003
- 1h26

Réalisation & image :
Patric Jean

Montage :
Nathalie Delvoye

Musique :
Kamel Meraoumia
Rabah Abdesmed

Archives :
Archives
INA nord
Guy Bidard



Résumé

Au lieu de combattre la pauvreté, on combat les pauvres. L'Europe : ses quartiers riches et ses banlieues de misère où se généralise la «tolérance zéro». On construit une prison quand on ferme une usine. Les pauvres en général et les jeunes issus de l'immigration en particulier sont l'objet de toutes les peurs. Passant de l'autre côté du miroir et brisant les clichés, le film les montre dans leur humanité, dans une rue, une prison, un tribunal ou une cave de cité, avec leurs émotions, leurs envies, leurs peurs et leur désespoir. Loin d'une image de la démocratie européenne où tous ont leur chance, le film, prenant à témoin la France et la Belgique, offre un regard critique et émouvant sur une société parfois sordide et brutale, la nôtre. «Quelle drôle d'époque ! Que sommes-nous en train de faire ? Avons-nous perdu la raison?»

Entretien avec le réalisateur

D'où vient l'idée de ce film ?

P.J. L'idée vient du rapport commandé par le ministre belge de la justice (Verwilgen) sur les liens entre immigré et délinquant. Le masque était tombé, non pas celui de l'extrême droite qui n'en a plus depuis longtemps, mais celui de certains «démocrates». Ce rapport a beaucoup choqué les sociologues, les criminologues mais la presse s'en est très peu émue. Comme si cette question n'était pas tout à fait idiote. Le rapport a donc été rédigé et, comme par hasard, il est mis en valeur et abondamment cité dans la littérature de l'extrême droite flamande (Vlaams Block).

Qu'est-ce qui vous choquait le plus et pourquoi en faire un film ?

P.J. C'est le même ministre qui, en même temps, proposait la dépénalisation des délits financiers pour les-

L E F R A N C E

www.abc-lefrance.com

quels il fallait «trouver des arrangements» et qui a tout fait pour criminaliser la pauvreté. Même méthode en France. C'est toute l'Europe qui est en train de passer du traitement social de la pauvreté au traitement carcéral. En faisant ce film, je voulais montrer ceci : la dualisation de notre société entre les populations les plus riches et les plus pauvres est de plus en plus violente. Pour maintenir une société de marché où ceux qui n'ont rien à perdre se tiendront tranquilles face à la richesse des autres, aux biens de consommation à outrance, à la publicité omniprésente, il faut une sorte d'état policier basé sur la surveillance, le contrôle et la peur de la prison. L'attitude du gouvernement français contre les sans-abris, prostituées et toxicomanes est exemplaire : il faut qu'ils soient invisibles aux yeux de la petite bourgeoisie. Je pense que sur le plan mondial c'est tout à fait comparable puisqu'on est passé d'un écart (entre les pays riches et pauvres) de 1 à 44 il y a trente ans à un écart de 1 à 80 aujourd'hui. Et il n'y a aucune raison de penser que cela va s'arrêter là.

Peut-on pour autant justifier la délinquance, la violence ?

P.J. Bien sûr que non. Il ne s'agit pas de dire que les riches sont méchants et les pauvres gentils et que ce qu'ils font est bien. Il ne s'agit d'ailleurs pas de bien ou de mal. Pour réfléchir, il faut d'abord mettre entre parenthèses le plan moral et observer la situation rationnellement. Je vais vous décrire une situation banale et que j'ai rencontrée : un adolescent dont le père est chômeur de longue durée, dont les frères et sœurs sont chômeurs ou très précaires,

qui est tenté en permanence par la publicité pour des objets dont il sait pertinemment qu'il ne pourra jamais les posséder de manière légale. Ses parents tremblent face à la venue possible d'un huissier, la famille ne mange pas toujours à la fin du mois. Si vous ajoutez à cela les conséquences psychologiques de l'exclusion (violence familiale, dépression des parents, alcool...) et que vous considérez que ce jeune, parce qu'il est d'origine immigrée, est souvent l'objet de brimades, contrôles policiers et autres ségrégations, comment peut-on attendre de lui qu'il se comporte comme un «petit bourgeois» ? Savez-vous qu'il y a des familles où aucun enfant n'a jamais reçu un jouet à Noël ou un anniversaire. Pouvez-vous imaginer les conséquences sur un tel enfant du matraquage publicitaire de fin d'année ? Savez-vous qu'il y a des familles en Belgique et en France où l'on a faim à la fin du mois ? Où l'on donne à manger aux enfants des biscuits trempés dans du lait ? Où les enfants vont voler de la nourriture dans les grandes surfaces ? Faut-il attendre de gens que l'on place dans le désespoir qu'ils aient une autre attitude que celle des désespérés ?

C'est donc avant tout un problème social ?

P.J. Evidemment. Un problème d'exclusion sociale doublé d'une exclusion raciste. L'origine nationale ne joue pas dans les phénomènes de délinquance si ce n'est que les immigrés sont sur-représentés parmi les couches les plus pauvres. L'Observatoire International du Travail a démontré qu'une entreprise belge sur trois faisait de la ségrégation à l'emploi sur les bases de l'origine nationale. Les

personnes issues de l'immigration maghrébine sont donc considérées comme des exclus visibles (même si certains s'en sortent très bien) et donc à surveiller. Vous ajoutez à cela quelques clichés racistes qui durent encore (les arabes sont fourbes et les juifs radins)... Savez-vous par exemple qu'à Bruxelles, la police a organisé le fichage de jeunes issus de l'immigration totalement inconnus de la justice. On a organisé des rafles dans des quartiers immigrés, on a emmené des jeunes au commissariat, on les a photographiés, fichés et relâchés. Cela ne vous rappelle rien ? Alors pourquoi les maghrébins ? Parce que l'on sait qu'ils sont sur-représentés dans les classes défavorisées et donc à surveiller et aussi par racisme ordinaire. Il faut donc qu'ils soient sous contrôle. Quand le Bourgmestre bruxellois de l'époque a été interpellé officiellement, il a répondu en trois lignes en disant que cela correspondait aux vœux de la population ! Ce monsieur (De Donnea) est un membre éminent d'un parti démocratique (MR) qui défend par dessus tout la société de marché.

Votre impression s'est confirmée à la prison ?

P.J. Mais c'est certain. Si l'on met de côté les délinquants sexuels, pour le reste, les prisons sont remplies de ce que l'on appelait jadis le sous-prolétariat. Des sans-emplois, sans formation, souvent fils de chômeurs ou de travailleurs très précaires plus tous ceux dont le seul délit est d'être un étranger sans papier qui a fui la misère ou la guerre. J'ai rencontré essentiellement deux types de personnes en prison. D'abord ceux qui sont les plus détruits par leur situation, certains ont leur place en hôpital

psychiatrique plutôt qu'en prison. Ils sont enfermés souvent pour des petits délits et se retrouvent dans une misère psychologique et morale indescriptible, une souffrance insoutenable. Voyez la séquence du mitard... Imaginez ce que ce garçon fera à sa sortie. L'autre catégorie de personnes rencontrées est celle d'hommes révoltés. Ils ont parfaitement compris le système, analysé leur situation et en ont déduit qu'il n'y avait pas de place pour eux : sans formation, avec un casier, parfois un nom étranger, pas de réseau autour d'eux... Il faut dire que dans la plupart des cas, les délits sont mineurs, ils n'ont tué ni blessé personne. On peut être en prison pour des vols simples. Tous ceux que j'ai rencontrés ont commis des délits qui découlent directement de leur situation sociale. Dans tous les cas, la prison va aggraver sévèrement la situation. Savez-vous qu'à la prison de Lyon (une honte) on donne aux plus pauvres à leur sortie un sachet avec une carte de téléphone, dix tickets de bus et un chèque repas ! Et vous voudriez qu'ils ne récidivent pas ? C'est une plaisanterie ?

Comment s'est opéré le choix des lieux ? La répartition France/Belgique ?

P.J. Je voulais travailler sur deux pays au moins car c'est un problème international. C'est la conséquence d'une société de marché et non une situation particulière à un pays. J'ai tout de suite choisi ces deux pays. Ce sont ceux que je connais le mieux et ils ont des caractéristiques intéressantes : taux records de racisme, taux records de suicide, taux de chômage important. Leurs différences sont intéressantes : la France a eu des colonies en Afrique du Nord et a fait venir

de la main d'œuvre de ses colonies. C'est exactement le contraire en Belgique. D'autre part, il n'y a pas eu, en Belgique, de construction de grands ensembles de type banlieue h.l.m. comme en France. Ce sont donc des situations différentes en apparence mais avec un «terreau» commun à toute l'Europe, ou presque. On m'a interdit de filmer dans les prisons françaises alors on l'a fait en Belgique. Pour le reste, les quartiers étaient très difficiles d'accès. La télévision y a fait tellement de dégâts qu'il est devenu presque impossible d'y filmer même avec une très longue préparation, même avec les gens dont on est devenu proche. Pour le reste, et surtout en Belgique, il y a la honte. Tout vous dit que si vous ne possédez pas la voiture à la mode, le téléphone à la mode, les vêtements qu'il faut et une parcelle de pouvoir, vous n'êtes rien et vous n'avez que le droit de vous taire. Rappelez-vous la publicité : «il a l'argent, il a le pouvoir, il a la voiture, il aura la femme». Il est donc impossible, pour un jeune, de prendre la parole pour dénoncer sa propre situation sociale. C'est la honte. On baisse la tête et on continue. Bizarrement, j'ai trouvé le phénomène beaucoup plus marqué en Belgique qu'en France. Toutes les séquences que j'ai voulu tourner à Bruxelles se sont soldées par un échec (sauf deux qui ne sont pas dans le film car elles étaient plus faibles). Le couvercle sur la problématique sociale est donc mieux verrouillé en Belgique, il est intériorisé par les populations concernées. C'est grave.

Dans le contexte actuel de la montée de l'extrême droite, de l'intégrisme, d'un racisme exacerbé vis-à-vis des musulmans, quel est

l'impact escompté du film ?

P.J. J'aimerais tellement faire douter. Briser quelques certitudes de la pensée unique sur la délinquance, les «sauvageons» et autre insécurité. Sur ce thème, il y a deux discours qui s'affrontent : celui des politiques (et des hommes d'affaires qui vendent de la sécurité), très simple, facile à comprendre, répressif, moraliste et qui aggrave le sentiment d'insécurité et le malaise social et puis il y a le discours des scientifiques, des criminologues, des sociologues, complètement en opposition avec les politiques. Leurs travaux sont passionnants, brillants, souvent complexes mais totalement inconnus des politiques et des journalistes. Un scientifique vous dit qu'il n'a pas les moyens de mesurer l'évolution de la délinquance à court terme, qu'il n'existe pas de méthode scientifique pour ce faire et en même temps vous entendez les politiques parler de la délinquance qui augmente ou recule de x% en un mois. C'est un mensonge complet. C'est de la manipulation mais personne, je dis bien absolument personne ne le dit dans les media.

Pourquoi ne peut-on se fier aux chiffres de la délinquance ?

P.J. Parce les chiffres ne révèlent que la délinquance qui a été répertoriée par les forces de police. L'immense majorité des actes n'est jamais signalée. Comment peut-on les compter ? Les chiffres ne révèlent que la manière de travailler de la police. Par exemple, des policiers ont révélé récemment en France qu'on leur demandait, dans certains commissariats d'enregistrer le moins de plaintes possibles et même d'en détruire dans les ordinateurs pour faire baisser les chiffres.

fres sur tel secteur. La délinquance a explosé d'un seul coup en France dans les zones «gendarmerie». Comme si tous les délinquants de Lille à Marseille s'étaient dit «à partir de telle date, on met le paquet». Cela n'a aucun sens. Même chose dès la mise en place d'un nouveau gouvernement, le taux de délinquance diminue illico. Ou c'est de la magie, ou c'est de la manipulation. D'autre part, la plupart des délits sont invisibles : savez-vous qu'à Paris, une main-courante (pas repris dans les chiffres évidemment) sur deux enregistrée dans les commissariats est le fait d'une violence commise contre une femme par son conjoint ou son mari ? Vous parlez d'une violence ! La femme ne se fait pas voler son sac ou son téléphone, elle ne se fait pas «car-jacker». Non, elle s'enferme chez elle avec son agresseur habituel et souvent très violent ! Dix pour cent des femmes de France en sont l'objet ! Mais on entend peu parler car les lobbies de la sécurité n'y peuvent rien. La sécurité est essentiellement l'enjeu d'un business. En France, par exemple, l'«expert» en sécurité qui est sur tous les plateaux est Alain Bauer qui est, par ailleurs, le patron de la plus grande société de sécurité de France (AB Associated). Il a donc tout intérêt à gonfler le problème et à crier au feu car c'est lui le pompier qui se fera payer très cher pour éteindre l'incendie qui parfois n'existe que dans les têtes. Là où il a vendu un de ses premiers audits, c'est à Vitrolles sous la mairie socialiste. Quelque temps après la ville passait au FN...

Et la délinquance en «col blanc»...

P.J. J'allais y venir. L'autre délinquance invisible ou bien souvent l'objet de magnanimité, c'est la délinquance financière, le blanchiment, la corruption etc. Une poubelle qui brûle ou un sac arraché sera toujours plus visible que de l'argent blanchi au Luxembourg. Il est quand même étonnant de remarquer que deux pays comme la France et l'Italie ont à leur tête un délinquant notoire (sans parler des affaires de M. Bush). Cela ne semble gêner personne. Il y a des délinquances socialement mieux acceptées même si elles font plus de dégâts. Une société, Michelin par exemple, peut supprimer des milliers d'emplois pour faire grimper l'action en bourse. C'est moralement indéfendable mais ça, ce n'est pas de la délinquance. Et pourtant cela crée énormément d'insécurité, non ? Parlez-en aux libéraux (socialistes compris) en Belgique et en France, vous verrez ce qu'ils vous répondront : le marché. Toujours le marché. Mais quand il s'agit de réfléchir à le remettre en question, vous ne trouvez plus grand monde.

Vos films sont ancrés dans le social, pourquoi ? Pour dénoncer, par militantisme ?

P.J. Je ne veux évidemment pas faire que cela. Mais il est vrai qu'il y a urgence. Je ne crois plus du tout qu'il soit possible de faire de la politique dans un parti. Pas à cause des hommes mais à cause d'un système qui est complètement bloqué et qui amène les partis de gauche et de droite à avoir des program-

mes très semblables, c'est à dire un arrangement plus ou moins social avec la société de marché qu'on ne remet pas en question. Mais il y a d'autres manières plus efficaces de faire de la politique et de lutter pour la démocratie, (la démocratie participative, l'économie sociale et solidaire, l'instruction gratuite et de haut niveau et la culture pour tous, des services publics de qualité, etc) sans mandat, en faisant des films, en écrivant des livres, en participant à des forums sociaux, à des mouvements sociaux... C'est ce que je fais pour l'instant. Et l'avantage est que je ne brigue aucun mandat donc je n'ai pas besoin de plaire à un électeur donc je peux m'exprimer librement. Liberté que les politiques n'ont plus, puisqu'ils sont liés malgré eux à un marketing électoral. (...)

www.legrandsoir.info

Filmographie

Documentaires :

Les Enfants du Borinage, Lettre à Henri Storck	1999
Traces	2000

Documents disponibles au France

Revue de presse importante

Pour plus de renseignements :
tél : 04 77 32 61 26
g.castellino@abc-lefrance.com